

L'accident du tir Béryl 1^{er} mai 1962



Considérée comme un tir de moyenne puissance d'environ 30 kt (voir tableau « Les fuites »), l'explosion du 1^{er} mai 1962 a été décrite par de nombreux témoins et est aujourd'hui reconnue officiellement comme l'un des plus graves accidents de tout le programme d'essais nucléaires français. Selon le témoignage de M. Audinet, la puissance prévue était de 15 kilotonnes, mais une erreur de réglage dans la disposition de l'engin aurait provoqué un tir de 60 kilotonnes. A cette expérience assistaient deux ministres : Pierre Messmer, ministre des Armées et Gaston Palewski, ministre de la recherche scientifique et des affaires atomiques. L'essai prévu était en effet d'une importance capitale : il s'agissait d'expérimenter un prototype de la bombe AN-11 qui équiperait les Mirage-IV de la force de frappe française.

Yves Rocard décrit ainsi l'accident : « A l'instant du tir quelque chose s'est trouvé inadéquat, les portes se sont brisées et le tube de mesure a craché un affreux nuage de fumée noirâtre qui portait les débris radioactifs de la cavité... Le nuage très chaud s'en vient à

passer sur un dépôt de vieux pneus qui prirent feu aussitôt, ajoutant une âcre fumée noire à ce qui s'échappait de la montagne. »¹ Malgré l'alerte, le nuage menaçant arriva au gré du vent au beau milieu des personnalités. Pierre Messmer donne le déroulement de la suite des événements : « Le nuage noir nous enveloppe et il faut le traverser, masqués et couverts de nos effets spéciaux. Il est impossible d'évaluer le nombre de röntgen dont nous avons été irradiés car les pellicules sensibles du détecteur que chacun porte sont complètement voilées, preuve que la dose admissible a été dépassée. »²

La version du repli des spectateurs de ce tir raté varie selon les témoins. Pierre Messmer affirme qu'il est avec les officiels dans la dernière voiture à quitter les lieux, Yves Rocard, signale que tout s'est déroulé sans désordre et que tout le monde a été ramené à la base-vie, à une vingtaine de kilomètres. Un autre témoignage rapporté dans La Gazette Nucléaire raconte que ce fut la débâcle « le retour à la course vers les parkings à qui arriverait le premier à un

véhicule pour se sauver, sans attendre que les autres passagers du voyage aller ne soient arrivés »³. On y trouve même cette savoureuse anecdote où, sous la douche pour la décontamination, le ministre des Armées réclamait de toute force un pantalon ! Cette version est confirmée par l'ouvrage récent d'André Bendjebbar qui décrit fort bien la panique qui se produisit alors, mais qui ne s'attarde guère sur les conséquences de cette "fuite" en affirmant qu'il y « eu plus de peur que de mal »⁴.



Le « repli » pris sur le vif (Louis Batard)

Pourtant, l'accident comportait tellement de témoins que l'affaire s'ébruita et que la presse parisienne s'en empara. De retour du Hoggar, le ministre des Armées publia un communiqué rassurant : « *Un certain nombre d'informations dont le caractère alarmant ne correspond pas à la réalité ont été publiés par la presse... Lors de l'explosion atomique du 1er mai, de légères fuites de radioactivité se sont produites, sans doute par un canal expérimental. Les contrôles*

*habituels ont été effectués. Neuf militaires ayant reçu des irradiations dépassant légèrement la dose de tolérance sont en observation à l'hôpital Percy. Leur état de santé est pleinement satisfaisant. »⁵ Quelques semaines plus tard, la presse donnait davantage de précision sur le sort des soldats contaminés : « *Les neuf jeunes soldats auraient été plus longuement exposés aux radiations. Ils auraient traversé à deux reprises la zone dangereuse et reçu des doses de l'ordre de 100 rems, très largement supérieures à la dose considérée comme admissible en un an pour les travailleurs du CEA et à partir desquelles on devrait normalement s'attendre à l'apparition de symptômes passagers. La décontamination, qui aurait porté sur un beaucoup plus grand nombre de personnes, se serait d'ailleurs déroulée au milieu d'un certain désordre dû au fait que l'on ne s'attendait pas à un incident de cette importance. »⁶**

En septembre 2001, l'un des neuf "rescapés" raconte que lui-même et ses camarades étaient restés à l'infirmerie d'In Amguel pendant une semaine en attendant d'être envoyés à Paris. Ils ont été mis au secret, à l'hôpital Percy et qu'ils n'ont pas eu l'autorisation de communiquer avec l'extérieur pendant des mois, y compris avec leur famille. Les autres patients militaires de l'établissement ignoraient même pourquoi ces neuf soldats avaient été hospitalisés et s'étonnaient que leur pavillon, auparavant utilisé pour les hauts gradés, soit gardé en permanence par des CRS. Plusieurs des "rescapés" sont très critiques à l'égard de Pierre Messmer qui, malgré de multiples interpellations, n'a jamais témoigné le moindre intérêt à leur sort.

A cette occasion, le journaliste du *Monde* remarque que les soldats du contingent participant à ces expériences paraissent assez mal protégés par une réglementation qui ne tient compte que des accidents ou des risques classiques. Un des chauffeurs militaires raconte en effet qu'à l'occasion de cet accident « *nous avons été envoyés à Oasis 2, au pied de la montagne. Nous étions 5 ou 6 camions, avec 1 ou 2 chauffeurs. Notre mission était :*

faire le tour de l'oasis pour rechercher les Pélos. Nous n'en avons trouvé aucun. Nous avons fait le tour des lieux pendant 3 ou 4 heures. Nous n'avions ni masques, ni combinaisons, ni bottes. Au retour, nous avons passé au contrôle, puis à la douche. »⁷

réunion de la Commission centrale d'Hygiène et de Sécurité de la DAM en 1968. A cette époque, René Bazire affirmait « *qu'il n'y a jamais eu de dépassement de dose. Les seuls que je connaisse sont l'accident du 1er mai 1962 au CEMO, et l'accident de Reggan* »⁹.



La coulée de lave radioactive du tir Béryl (Bruno Barrillot. Février 2007)

On ne dispose guère d'informations pour savoir si les personnels locaux (PLO) qui étaient normalement évacués avant chaque tir, ont été touchés par le nuage radioactif. Selon un témoignage recueilli par Solange Fernex, l'un des Touaregs interviewé, mentionne les opérations de décontamination en ces termes : « *Il y avait un gros camion, comme une espèce de maison. C'était une chambre pleine de douches avec des jets à très forte pression. On faisait passer les gens plusieurs fois dans la douche. C'était pour les gens qui travaillaient dans la montagne où l'on faisait des explosions qui devaient passer à la douche. Mais seulement après certaines explosions, pas après toutes.* »⁸

Il est finalement difficile d'avoir une idée du taux d'irradiation subie par tous ceux qui assistaient à ce tir raté. Quelques indications, encore imprécises, ont été données par M. René Bazire, chef du Service de Protection contre les Radiations du CEA, lors d'une

Les conséquences de l'accident

Des opérations de décontamination ont dû être effectuées à proximité des sites d'essais par les militaires. Selon le "Journal des marches et opérations" du 620ème Groupement des Armes Spéciales de juillet 1962, on peut lire en effet que les soldats effectuent au Centre d'Expérimentation Militaire des Oasis (CEMO) des opérations de « *détection et décontamination au profit DAM* » et que, jusqu'à fin juillet, journallement, une équipe effectue le ramassage d'herbe contaminée¹⁰.

Ces opérations sont confirmées par un ancien soldat ayant participé à ces travaux : « *Quelques jours après l'accident (environ 8 jours, nous avons été affectés à une mission de décontamination du Carreau 1, puis de la base de la montagne par le nord. Cette mission a duré environ 6 mois. En prenant*

notre travail, nous recevions chaque matin un maillot, un slip, une combinaison, des bottes et un masque à gaz (avec trompe). Comme il faisait très chaud, il nous arrivait d'enlever nos masques. Nous avions très chaud dans nos combinaisons.»¹¹

Les militaires du Génie enlevaient tous les matériels présents sur cette partie de la montagne et les emmenaient vers In-Eker où se faisait la décontamination « *au jet et au karcher. L'eau de lavage était évacuée dans le sable.* »¹² Les militaires chargés des opérations passaient chaque soir eux-mêmes à la douche spéciale de décontamination et changeaient de vêtements chaque jour. Ils étaient munis de films dosimètres, remplacés tous les jours, mais, selon le même témoignage, aucun résultat n'a été communiqué aux intéressés.

On ignore ce qu'il est advenu des « herbes contaminées » ramassées par les militaires du 620ème Groupement des Armes Spéciales...

Selon le témoignage d'un vétéran qui a effectué son service militaire dans le 11^{ème} Régiment du Génie saharien de janvier à décembre 1963, c'est principalement la zone d'habitation des personnels du CEA, Oasis I, qui a été contaminée lors de l'accident du 1^{er} mai 1962. Les gens du CEA ont dû abandonner complètement les lieux qui étaient restés en l'état plus de six mois plus tard. Il se souvient que les jeunes militaires allaient dans les anciens locaux du CEA de la zone contaminée pour récupérer les chaises et les fauteuils car leur campement militaire était très mal équipé¹³.

**Extrait : Bruno Barrillot
L'héritage de la bombe**

¹ Yves Rocard, op. cit., p. 246

² Pierre Messmer, op. cit., p. 311

³ La Gazette nucléaire, n°67-68, septembre-octobre 1985, p. 2-3

⁴ André Bendjebbar, Histoire secrète de la bombe atomique française, Le Cherche Midi Editeur, 2000, p. 338-339

⁵ Le Monde 19 mai 1962

⁶ Jean Planchais, in Le Monde, 1-2 juillet 1962

⁷ Entretien réalisé par Solange Fernex, lundi 23 mai 1994

⁸ Solange Fernex, Interviews réalisés en juin 1992. essais nucléaires en Algérie, Bruxelles, Les Verts au Parlement Européen

⁹ Procès verbal, Commission centrale d'hygiène et de sécurité, DAM, 10 décembre 1968, p. 30. Quant à l'accident de Reggan, ce pourrait être l'accident du 19 avril 1962 que nous avons relaté.

¹⁰ Le Canard Enchaîné, "Les morts sans importance de la bombe atomique française", 11 janvier 1995

¹¹ Entretien réalisé par Solange Fernex, lundi 23 mai 1994

¹² Id.

¹³ Témoignage Monsieur M. E., 30 janvier 2001